

GE_GERICHTE ATAS/152/2016 vom 1. März 2016

GE Cour de justice, 2016-03-01, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_152_2016

FR: GE_GERICHTE ATAS/152/2016 du 1 mars 2016

IT: GE_GERICHTE ATAS/152/2016 del 1 marzo 2016

Erwägungen

E. 1

Conformément à l'art. 7 du Code de procédure civile suisse du 19 décembre 2008 (CPC - RS 272) et à l'art. 134 al. 1 let. c de la loi sur l'organisation judiciaire du 26 septembre 2010 (LOJ - E 2 05), en vigueur depuis le 1er janvier 2011, la chambre des assurances sociales de la Cour de justice connaît en instance unique des contestations relatives aux assurances complémentaires à l'assurance-maladie sociale prévue par la loi fédérale sur l'assurance-maladie du 18 mars 1994 (LAMal - RS 832.10), relevant de la loi fédérale sur le contrat d'assurance du 2 avril 1908 (LCA - RS 221.229.1). Selon les conditions générales du contrat (ci-après : CGC) conclu entre C_____ et la Zurich, intégrées à la police d'assurance, l'assurance collective perte de gain en cas de maladie ici applicable est régie par la LCA (art. 43 CGC). La compétence de la chambre de céans à raison de la matière pour juger du cas d'espèce est ainsi établie.

E. 2

Sauf disposition contraire de la loi, le for est, pour les actions dirigées contre une personne physique, celui de son domicile, et, pour les actions dirigées contre une personne morale, celui de son siège (art. 10 al. 1 let. a et b CPC), étant précisé que l'art. 17 al. 1 CPC consacre la possibilité d'une élection de for écrite. En l'occurrence, l'art. 100 CGC prévoit que pour tout litige découlant du contrat, le preneur d'assurance ou l'ayant droit aux prestations peut choisir comme for Zurich en tant que siège principal de la Zurich ou le lieu de la succursale de la Zurich en relation matérielle avec le contrat.

A/2600/2014 - 10/19 - Il appert et n'est d'ailleurs pas contesté que la présente demande a été formée à un for prévu par les CGC, et donc que la chambre de céans est compétente à raison du lieu pour connaître de la présente demande, y compris pour la demande reconventionnelle (art. 14 CPC).

E. 3

Les litiges relatifs aux assurances complémentaires à l'assurance-maladie ne sont pas soumis à la procédure de conciliation préalable prévue par l'art. 197 CPC lorsque le canton du for a prévu – comme le canton de Genève (art. 134 al. 1 let. c LOJ) – une instance cantonale unique en vertu de l'art. 7 CPC (ATF 138 III 558 consid. 4.5 et 4.6 ; ATAS/577/2011 du 31 mai 2011).

E. 4

La procédure simplifiée s'applique aux litiges portant sur des assurances complémentaires à l'assurance-maladie sociale au sens de la LAMal (art. 243 al. 2 let. f CPC) et la chambre de céans établit les faits d'office (art. 247 al. 2 let. a CPC). La jurisprudence applicable avant l'introduction du CPC, prévoyant l'application de la maxime inquisitoire sociale aux litiges

relevant de l'assurance-maladie complémentaire, reste pleinement valable (ATF 127 III 421 consid. 2). Selon cette maxime, le juge doit établir d'office les faits, mais les parties sont tenues de lui présenter toutes les pièces nécessaires à l'appréciation du litige. Ce principe est une maxime inquisitoire sociale, non absolue. Le juge ne doit pas instruire d'office le litige lorsqu'une partie renonce à expliquer sa position. En revanche, il doit interroger les parties et les informer de leur devoir de collaboration et de production des pièces ; il est tenu de s'assurer que les allégations et offres de preuves sont complètes uniquement lorsqu'il a des motifs objectifs d'éprouver des doutes sur ce point. L'initiative du juge ne va pas au-delà de l'invitation faite aux parties de mentionner leurs moyens de preuve et de les présenter. La maxime inquisitoire sociale ne permet pas d'étendre à bien plaisir l'administration des preuves et de recueillir toutes les preuves possibles (ATF 125 III 231 consid. 4a). La maxime inquisitoire sociale ne modifie pas la répartition du fardeau de la preuve (arrêt du Tribunal fédéral 4C.185/2003 du 14 octobre 2003 consid. 2.1). Pour toutes les prétentions fondées sur le droit civil fédéral, l'art. 8 du Code civil suisse du 10 décembre 1907 (CC - RS 210), en l'absence de règles contraires, répartit le fardeau de la preuve et détermine, sur cette base, laquelle des parties doit assumer les conséquences de l'échec de la preuve (ATF 133 III 323 consid. 4.1 non publié ; 130 III 321 consid. 3.1 ; 129 III 18 consid. 2.6 ; 127 III 519 consid. 2a). Cette disposition ne prescrit cependant pas quelles sont les mesures probatoires qui doivent être ordonnées (cf. ATF 122 III 219 consid. 3c ; 119 III 60 consid. 2c). Elle n'empêche pas le juge de refuser une mesure probatoire par une appréciation anticipée des preuves (ATF 121 V 150 consid. 5a). L'art. 8 CC ne dicte pas comment le juge peut forger sa conviction (ATF 122 III 219 consid. 3c ; 119 III 60 consid. 2c ; 118 II 142 consid. 3a). En tant que règle sur le fardeau de la preuve, il ne s'applique que si le juge, à l'issue de l'appréciation des preuves, ne parvient pas à se forger une conviction dans un sens positif ou négatif (ATF 132 III 626 consid. 3.4 et 128 III 271 consid. 2b/aa). Ainsi, lorsque l'appréciation des preuves le

A/2600/2014 - 11/19 - convainc de la réalité ou de l'inexistence d'un fait, la question de la répartition du fardeau de la preuve ne se pose plus (ATF 128 III 271 consid. 2b/aa).

E. 5

En vertu de l'art. 8 CC, chaque partie doit, si la loi ne prescrit le contraire, prouver les faits qu'elle allègue pour en déduire son droit. En conséquence, la partie qui fait valoir un droit doit prouver les faits fondant ce dernier, tandis que le fardeau de la preuve relatif aux faits supprimant le droit, respectivement l'empêchant, incombe à la partie, qui affirme la perte du droit ou qui conteste son existence ou son étendue. Cette règle de base peut être remplacée par des dispositions légales de fardeau de la preuve divergentes et doit être concrétisée dans des cas particuliers (ATF 128 III 271 consid. 2a/aa avec références). Ces principes sont également applicables dans le domaine du contrat d'assurance (ATF 130 III 321 consid. 3.1). En principe, un fait est tenu pour établi lorsque le juge a pu se convaincre de la vérité d'une allégation. La loi, la doctrine et la jurisprudence ont apporté des exceptions à cette règle d'appréciation des preuves. L'allègement de la preuve est alors justifié par un « état de nécessité en matière de preuve » (Beweisnot), qui se rencontre lorsque, par la nature même de l'affaire, une preuve stricte n'est pas possible ou ne peut être raisonnablement exigée, en particulier si les faits allégués par la partie qui supporte le fardeau de la preuve ne peuvent être établis qu'indirectement et par des indices (ATF 132 III 715 consid. 3.1 ; 130 III 321 consid. 3.2). Tel peut être le cas de la survenance d'un sinistre en matière d'assurance-vol (ATF 130 III 321 consid. 3.2) ou de l'existence d'un lien de causalité naturelle,

respectivement hypothétique (ATF 132 III 715 consid. 3.2). Le degré de preuve requis se limite alors à la vraisemblance prépondérante (die überwiegende Wahrscheinlichkeit), qui est soumise à des exigences plus élevées que la simple vraisemblance (die Glaubhaftmachung). La vraisemblance prépondérante suppose que, d'un point de vue objectif, des motifs importants plaident pour l'exactitude d'une allégation, sans que d'autres possibilités ou hypothèses envisageables ne revêtent une importance significative ou n'entrent raisonnablement en considération (ATF 133 III 81 consid. 4.2.2 ; 132 III 715 consid. 3.1 ; 130 III 321 consid. 3.3). En vertu de l'art. 8 CC, la partie qui n'a pas la charge de la preuve a le droit d'apporter une contre-preuve. Elle cherchera ainsi à démontrer des circonstances propres à faire naître chez le juge des doutes sérieux sur l'exactitude des allégations formant l'objet de la preuve principale. Pour que la contre-preuve aboutisse, il suffit que la preuve principale soit ébranlée, de sorte que les allégations principales n'apparaissent plus comme les plus vraisemblables (ATF 130 III 321 consid. 3.4). Le juge doit procéder à une appréciation d'ensemble des éléments qui lui sont apportés et dire s'il retient qu'une vraisemblance prépondérante a été établie (ATF 130 III 321 consid. 3.4 ; arrêt du Tribunal fédéral 4A_61/2011 du 26 avril 2011 consid. 2.1.1).

E. 6

Le contrat que la Zurich et C_____ ont conclu pour la couverture du risque perte de gain en cas de maladie est un contrat de droit privé soumis à la LCA et, partant,

A/2600/2014 - 12/19 - aux CGC et à la police d'assurance dans toute la mesure où ces normes contractuelles sont compatibles avec la LCA. Il couvre les travailleurs employés par C_____, notamment ceux que celle-ci place dans des entreprises en concluant avec eux des contrats de mission, de durée indéterminée ou déterminée. Il n'est pas contesté que le demandeur a effectué différentes missions temporaires au service de C_____ entre le 15 mars 2004 et le 10 février 2014 en tant que manutentionnaire, magasinier ou cariste, en particulier, les deux dernière fois, du 20 novembre 2013 au 10 février 2014 à la D_____ SA à Genève, à raison de 4 à 6 heures par jour, selon un contrat conclu pour une durée maximale de 6 mois mais ayant été résilié par la D_____ SA pour le 10 février 2014, et du 28 février au 4 mars 2014 pour l'entreprise E_____ à Coligny (GE), à raison d'environ 4 heures par jour.

E. 7

a. Selon l'art. 58 phr. 1 CGC, la couverture d'assurance prévue par ledit contrat prend effet pour chaque travailleur le jour de son entrée au service de l'entreprise assurée. D'après l'art. 59 CGC, elle cesse de produire ses effets à la fin du contrat de travail ou mission. La couverture d'assurance est calquée sur la période de l'engagement effectif du travailleur, soit, pour un travailleur temporaire, sur celle de sa mission au service de l'entreprise dans laquelle il est placé. L'art. 58 phr. 2 CGC le souligne en prévoyant que, pour les personnes atteintes d'une incapacité de travail, l'assurance n'entre en vigueur qu'au moment où elles reprennent le travail en plein conformément à leur contrat de travail. L'art. 59 CGC in fine mentionne d'ailleurs bien, en visant manifestement la situation des travailleurs temporaires, la fin de la mission. L'art. 48 CGC précise que l'assurance s'étend aux conséquences de maladies que les personnes assurées subissent pendant la durée de la couverture d'assurance. b. En l'espèce, l'incapacité de travail subie par le demandeur n'est attestée médicalement qu'à partir du 17 mars 2014, ainsi que le médecin traitant du demandeur l'a certifié explicitement à plusieurs reprises, en particulier les 17 mars, 1er avril, 15 avril, 13

juin et 28 août 2014. Le demandeur lui-même ne conteste pas que son incapacité de travail a débuté le 17 mars 2014, et sa demande en paiement tend d'ailleurs au versement d'indemnités journalières à partir de cette date. Cette dernière figure aussi dans la déclaration de sinistre LAA faite à la SUVA le 2 avril 2014. La mission du demandeur avait pris fin le 4 mars 2014. L'incapacité de travail du demandeur étant survenue à compter du 17 mars 2014, donc au-delà de la période de couverture d'assurance, la défenderesse déduit des dispositions contractuelles précitées que le demandeur n'avait aucun droit à des indemnités journalières. Le demandeur objecte que la cause de son incapacité de travail réside dans un événement survenu le 4 mars 2014, soit le dernier jour de sa dernière mission et de surcroît dans l'accomplissement de sa mission. La question posée est donc celle de savoir s'il suffit, pour que naisse le droit à des prestations prévues par l'assurance

A/2600/2014 - 13/19 - conclue (en l'occurrence l'assurance collective pour perte de gain en cas de maladie), que la maladie soit contractée pendant la période durant laquelle la couverture d'assurance produit ses effets ou s'il faut à cette fin que les symptômes de la maladie considérée se manifestent durant cette période (à savoir, s'agissant d'une telle assurance, l'incapacité de travail justifiant le cas échéant le versement d'indemnités journalières).

E. 8

Selon l'art. 5 CGC, il faut entendre par maladie, au sens de l'assurance, toute atteinte à la santé physique, mentale ou psychique qui n'est pas due à un accident et qui exige un examen ou un traitement médical ou provoque une incapacité de travail. Cette définition est la même que celle que l'art. 3 al. 1 de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales du 6 octobre 2000 (LPGA - RS 830.1) donne de la maladie. Selon la jurisprudence, du fait de la multiplicité des manifestations possibles de maladies, il est difficile de cerner avec exactitude la notion de maladie ; aussi faut-il déterminer si un assuré souffre d'une maladie au regard des particularités du cas, en tenant par ailleurs compte qu'il s'agit d'une notion juridique ne se recoupant pas forcément avec la notion médicale de la maladie (ATF 124 V 118 consid. 3b ; 116 V 240 consid. 3a ; 116 IV 128 consid. 2a). Il est cependant admis que la notion de maladie englobe la menace concrète d'une atteinte à la santé ou de la péjoration d'une atteinte à la santé existante, pour autant, cependant, qu'il y ait effectivement un état morbide (ATF 124 V 118 consid. 6b ; 118 V 117 consid. 7c ; Stéphanie PERRENOUD, L'assurance-maladie, in Droit suisse de la sécurité sociale, vol. II, 2015, éd. par Ghislaine FRÉSARD/Bettina KAHIL-WOLFF/Stéphanie PERRENOUD, p. 63 n. 89 ; Ueli KIESER, ATSG-Kommentar, 3ème éd., 2015, n. 6 ss ad art. 3). Il n'est donc pas exclu que, contrairement à l'analyse qu'en fait la défenderesse, la couverture d'assurance ne puisse être écartée pour le motif que l'incapacité de travail ne se serait manifestée qu'ultérieurement, pour le cas où il faudrait admettre que le demandeur serait tombé malade le 4 mars 2014 déjà. La question peut toutefois rester ouverte en l'espèce.

E. 9

a. En effet, il n'est pas établi que l'incapacité de travail du demandeur attestée médicalement dès le 17 mars 2014 remonte au 4 mars 2014, en particulier qu'il y ait déjà eu à ce moment-là un état morbide. Sans doute le médecin traitant du demandeur a-t-il indiqué, le 26 avril 2014, que la lombo cruralgie gauche dont celui-ci souffrait était apparue suite à des travaux de port de charge intenses au travail le 4 mars 2014, et, le 22 juillet 2014, que des fessologies gauches étaient apparues chez le demandeur le 4 mars 2014 au travail.

Toutefois, non seulement ledit médecin n'a pas ausculté le demandeur avant le 17 mars 2014, si bien que ses affirmations ne sauraient valoir guère plus que celles du demandeur lui-même, mais encore il a affirmé, les 14 et 28 août 2014, que « la hernie discale L4-L5 gauche avec conflit disco-radicaire dont (le demandeur)

A/2600/2014 - 14/19 - souffrait depuis le 17 mars 2014 » était sans lien avec les lombalgies bénignes que le demandeur lui avait dit, le 23 novembre 2013, avoir ressenties et traitées lui-même en prenant de l'ibuprofène et qui n'avaient pas été retrouvées à l'examen médical pratiqué le 23 novembre 2013. C'est dans la perspective qu'un accident était survenu le 4 mars 2014 – ainsi qu'il a été envisagé initialement que cela avait été le cas – que lesdites attestations ont été établies. Or, la notion même de maladie est exclusive de celle d'accident (cf. art. 5 CGC et art. 3 al. 1 LPGA), et, à teneur de la décision de la SUVA du 27 mai 2014 (que le demandeur n'a pas contestée, alors qu'il savait que la défenderesse n'entendait pas prendre en charge le sinistre annoncé), il n'y a pas eu d'accident. Même une erreur dans l'appréciation de cette question ne saurait amener à devoir admettre qu'il y aurait maladie à prendre en charge par la défenderesse. Il faut en outre relever que, selon l'art. 67 CGC traitant des obligations lors d'un cas d'assurance, lorsqu'un événement assuré qui donnera probablement droit à des prestations d'assurance est survenu, il faut faire appel aussi rapidement que possible à un médecin autorisé à pratiquer et veiller à ce que les soins adéquats soient prodigués, et il faut informer immédiatement la défenderesse de l'événement en question et se soumettre aux mesures d'investigation qu'ordonnerait la défenderesse. Le demandeur n'a pas satisfait à ces obligations, qui visent notamment à prévenir des situations d'incertitude quant à la prise en charge d'événements. En l'occurrence, si maladie il y a eu, elle est survenue alors que le demandeur n'était plus couvert par l'assurance collective perte de gain en cas de maladie fournie par la défenderesse. Et s'il s'agissait en réalité d'un accident (question que la chambre de céans ne saurait examiner plus avant), il ne serait pas appréhendé par la couverture d'assurance fournie par la défenderesse. b. En tout état, compte tenu de l'art. 59 CGC précité, si tant est qu'elle serait née encore le 4 mars 2014, la couverture d'assurance n'en aurait pas moins cessé aussitôt de produire ses effets, dès le 5 mars 2014, lendemain du dernier jour de la mission du demandeur, alors qu'en l'occurrence celui-ci n'était pas encore en incapacité de travail. Dans l'ATF 127 III 106, le Tribunal fédéral a certes jugé que dans l'assurance collective d'indemnités journalières selon la LCA, le droit aux prestations ne dépend pas d'une affiliation, contrairement à l'assurance – facultative – collective d'indemnités journalières selon les art. 67 ss LAMal, et qu'en conséquence si le sinistre survient pendant la période de couverture, l'assureur doit verser les prestations convenues jusqu'à épuisement, aussi longtemps qu'elles sont justifiées selon les clauses conventionnelles ; la seule limite que connaisse la couverture réside non dans la fin des relations contractuelles, mais dans la durée des prestations convenues. Il a toutefois réservé les clauses conventionnelles limitant ou supprimant le droit aux prestations au-delà de la période de couverture.

A/2600/2014 - 15/19 - Or, ledit art. 59 CGC doit précisément être compris comme une clause supprimant le droit aux prestations une fois que le contrat de travail ou la mission a pris fin.

E. 10

a. Le demandeur prétend qu'il n'a pas été informé correctement de son droit à passer dans l'assurance individuelle, la clause des CGC excluant un tel passage en cas de résidence hors

de Suisse ou du Lichtenstein n'étant selon lui pas conforme au droit. Selon l'art. 63 CGC, lorsqu'elles ne font plus partie du cercle des assurés ou en cas de dissolution du présent contrat, les personnes domiciliées en Suisse ou dans la Principauté du Lichtenstein ont le droit de passer dans l'assurance individuelle de la Zurich ; elles doivent faire valoir ce droit de passage dans les 90 jours suivant le moment où elles quittent le cercle des assurés, la dissolution du contrat ou la fin du versement des prestations. b. L'assurance collective couvrant la perte de gain en cas de maladie qui – comme en l'espèce – est soumise à la LCA ressortit avant tout au droit privé contractuel et est donc régie par le principe de l'autonomie de la volonté. La question de la conformité au droit communautaire européen de l'exclusion du passage dans l'assurance perte de gain individuelle aux personnes domiciliées à l'étranger a néanmoins été soulevée dans un récent article de doctrine (Jacques- André SCHNEIDER/Anne TROILLET, Assurance perte de gain maladie collective selon la LCA et situations transfrontalières, SZS 2013 p. 251 ss). Pour ces auteurs, à teneur de l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes (ALCP - RS 0.142.112.681) et de ses annexes, les prestations d'assurance perte de gain en cas de maladie qui sont offertes aux travailleurs frontaliers doivent être équivalentes à celles qui sont offertes à un travailleur local ; à défaut, il y aurait une différence de traitement contraire à l'art. 9 de l'Annexe I ALCP. Des conditions générales d'une assurance perte de gain pour maladie régies par la LCA qui limiteraient ou excluraient le droit aux prestations du travailleur en raison de sa nationalité ou de son lieu de résidence seraient susceptibles de constituer une discrimination, respectivement directe ou indirecte, incompatible avec le principe de non-discrimination posé par l'art. 2 ALCP. De telles clauses seraient nulles de plein droit. L'employé disposerait d'une prétention envers son employeur, tendant à ce que ce dernier compense la différence entre les prestations percevables en vertu du contrat d'assurance et celle que percevrait, en vertu du même contrat, un travailleur suisse et/ou domicilié en Suisse. Une voie d'action de l'employé envers l'assureur serait envisageable. C'est à l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) qu'il appartiendrait d'intervenir auprès des entreprises d'assurances privées qui continueraient à se servir de conditions générales d'assurance portant atteinte au droit communautaire, afin qu'elles rectifient la situation dans un sens conforme au droit. En conclusion, il serait souhaitable que le processus continu d'adaptation du droit suisse et de la conception juridique suisse aux exigences du droit bilatéral de la libre circulation entraîne la fin de la discrimination considérée.

A/2600/2014 - 16/19 - Dans un arrêt du 23 décembre 2009 (ATF 135 III 640) portant sur la possibilité, pour un travailleur intérimaire, de passer à l'assurance perte de gain individuelle une fois que les rapports de travail ont pris fin et qu'il a quitté le cercle des personnes affiliées à l'assurance collective, le Tribunal fédéral n'a certes pas abordé cette question de conformité au droit communautaire européen. Il importe cependant de relever qu'il a estimé que le libre passage d'une assurance à une autre ne constituait pas un « salaire ». Lorsqu'existait une convention collective de travail instituant un régime dérogatoire au sens de l'art. 324a al. 4 de la loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (CO - RS 220) – soit la couverture par une assurance d'indemnités journalières du salaire que l'employeur serait normalement tenu, selon l'art. 324a al. 1 CO, de verser à un travailleur malade pendant un temps limité –, il fallait un accord des parties sur les points essentiels, au nombre desquels ne figurait pas un éventuel libre passage de l'assurance collective à l'assurance individuelle. En conclusion, le Tribunal fédéral a jugé que la cour cantonale

avait violé le droit fédéral en mettant à la charge de l'employeur du travailleur intérimaire une disposition conventionnelle de garantir à ce dernier le libre passage de l'assurance collective à l'assurance individuelle ; le travailleur intérimaire ne pouvait prétendre à la réparation du dommage qu'il aurait subi pour n'avoir pas bénéficié d'indemnités journalières en cas de maladie faute d'avoir pu demander son transfert dans l'assurance individuelle. c. Il n'y a pas lieu d'examiner plus avant si la limitation que prévoit l'art. 63 CGC du droit de passage dans l'assurance individuelle est conforme ou non à l'ALCP et ses annexes. En effet, non seulement – quoi qu'il en soit de cette question – un droit d'action du travailleur à l'encontre de l'assureur apparaît des plus douteux, mais aussi et surtout le demandeur a reçu des informations, au demeurant conformes audit art. 63 CGC, quant à un passage dans l'assurance individuelle, ne serait-ce que par la précision qu'un tel passage ne pouvait lui être proposé du fait qu'il n'était pas domicilié en Suisse ou au Lichtenstein, et il n'a pas fait valoir un droit de passage dans le délai de 90 jours prévu par cet art. 63 CGC, le cas échéant en contestant l'avis qu'il ne disposerait pas d'un tel droit en étant domicilié en France. Le demandeur apparaît au surplus avoir disposé des CGC, traitant notamment du passage dans l'assurance individuelle. D'ailleurs, dans sa première demande à la chambre de céans, du 2 juin 2014, il a cité cette exclusion du droit de passage dans l'assurance individuelle, sans en contester la validité. d. Contrairement à ce qu'il prétend (sans du tout motiver son avis), le demandeur n'est pas resté dans l'assurance collective au bénéfice de laquelle il se trouvait durant ses missions de travailleur temporaire, assurance régie par la LCA (et non les art. 67 ss LAMal, ni par la LPGa). Et aucune assurance individuelle n'a été conclue entre le demandeur et la défenderesse. La défenderesse ne saurait donc être tenue de lui verser des prestations, et ce même si la restriction considérée figurant à l'art. 63 CGC devait s'avérer incompatible avec l'ALCP et ses annexes.

A/2600/2014 - 17/19 -

E. 11

La prétention du demandeur au versement d'indemnités journalières pour la perte de gain liée à la maladie dont il a souffert, qui l'a rendu incapable de travailler dès le 17 mars 2014, n'est donc pas fondée. La demande principale doit être rejetée.

E. 12

a. La défenderesse a conclu reconventionnellement à la restitution, pour cause d'enrichissement illégitime, de l'acompte de CHF 5'000.- qu'elle lui avait versé sans cause, et subsidiairement – envisageant l'hypothèse qu'en raison d'une maladie préexistante, l'assuré pouvait prétendre à une indemnité journalière durant quatre semaines, et non soixante jours – tendant à la restitution de la différence de CHF 2'580.80 entre les prétentions qui seraient alors dues à l'assuré, de CHF 2'419.20, et l'acompte de CHF 5'000.- lui ayant été versé. b. Contrairement à ce qu'elle prétend, la défenderesse n'a pas accepté – après que le demandeur eut déposé, le 2 juin 2014, sa première demande en paiement – d'analyser et faire analyser à son siège central si son cas devait être pris en charge, et elle n'a pas versé sans engagement au demandeur un acompte de CHF 5'000.-, qui ne serait acquis à ce dernier que pour autant qu'il puisse prétendre au versement d'indemnités journalières d'un montant au moins équivalent. Il résulte sans ambiguïté du courriel que la défenderesse a envoyé le 10 juillet 2014 au demandeur que cette dernière a accepté de couvrir le cas du demandeur et qu'un décompte d'indemnités journalières serait établi. Il était acquis que des prestations seraient servies au demandeur, même si leur montant, voire

leur fondement juridique exact restait à préciser. Le retour du dossier au siège régional de Lausanne de la défenderesse n'intervenait que « pour la suite de gestion du dossier », mots derrière lesquels ne pouvait être discernée l'hypothèse d'une remise en question du droit du demandeur à des prestations. Telle n'était pas seulement la compréhension que le demandeur, en toute bonne foi, pouvait avoir des termes de ce courriel (dont la défenderesse elle-même n'allègue pas qu'ils n'auraient pas correspondu à l'échange intervenu par téléphone), mais aussi celle qu'en a alors eue la défenderesse elle-même. Il n'est d'ailleurs pas vraisemblable que la défenderesse aurait accepté de verser un tel acompte au demandeur alors qu'elle n'aurait pas été convaincue que celui-ci avait droit à des prestations de sa part, au moins à hauteur de ce montant de CHF 5'000.-. Elle a alors même imaginé – après avoir, le 27 mai 2014, pensé et lui avoir même indiqué qu'elle n'avait pas à prendre en charge son incapacité de travail – que les prestations qui seraient dues au demandeur pourraient être supérieures à ce montant, ainsi que l'expriment les mots « acompte de CHF 5'000.- (à faire valoir sur les prestations) » qu'elle a utilisés dans ce courriel. Elle n'a formulé aucune réserve à cet égard, et n'a en particulier pas fait la moindre allusion à une quelconque éventuelle restitution de tout ou partie dudit acompte. Preuve en est qu'elle est parvenue à la conclusion, le 7 août 2014, que le demandeur avait droit à des indemnités journalières durant 28 jours, d'une part, et qu'elle lui a alors dit, au surplus inconditionnellement, qu'aucun remboursement ne lui serait demandé du fait que le montant dû était finalement moindre que celui de l'acompte versé, d'autre part. L'échange obtenu du demandeur, à savoir le retrait de

A/2600/2014 - 18/19 - sa demande du 2 juin 2014, ne pouvait à l'évidence n'avoir qu'une importance mineure pour une aussi grande compagnie d'assurances que la défenderesse, à laquelle on ne saurait prêter la crainte de faire l'objet d'une action en justice telle que celle que le demandeur avait intentée à son encontre. Aussi faut-il retenir qu'il y a eu un accord minimal des parties, résultant de manifestations de volontés réciproques et concordantes, portant sur le versement d'en tout état CHF 5'000.- au demandeur (art. 1 CO). La défenderesse ne prétend pas et ne saurait prétendre de bonne foi qu'elle a conclu cet accord en étant sous l'empire d'une erreur essentielle, ni à l'évidence d'un dol ou d'une crainte fondée (art. 23 ss CO). c. Il s'ensuit que si le demandeur n'avait pas droit à des prestations de la défenderesse, il ne s'est pas pour autant enrichi sans cause valable à hauteur de CHF 5'000.-, mais bien en vertu de l'accord valablement précité passé entre lui et la défenderesse. Il n'y a pas place à l'application des dispositions sur l'enrichissement illégitime invoquées par la défenderesse. Les demandes reconventionnelles (principale et subsidiaire) de la défenderesse doivent être rejetées.

E. 13

Selon l'art. 22 al. 3 let. b de la loi d'application du code civil suisse et autres lois fédérales en matière civile du 28 novembre 2010 (LaCC - E 1 05), il n'est pas prélevé de frais judiciaires, ni alloué de dépens à la charge de l'assuré, dans les causes portant sur les assurances complémentaires à l'assurance-maladie obligatoire prévue par la LAMal. Il n'y a pas non plus lieu d'allouer des dépens au demandeur, d'autant plus qu'il n'est pas représenté par un conseil. * * * * *

A/2600/2014 - 19/19 - PAR CES MOTIFS, LA CHAMBRE DES ASSURANCES SOCIALES : Statuant A la forme :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.